

Aide conditionnelle belge de 212 millions d'euros au Burundi

PANA, 29/01/2010 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement du Burundi devrait satisfaire à une série d'engagements politiques et administratifs pour mériter le décaissement d'une aide financière belge de quelque 212 millions d'euros sur les trois prochaines années, apprend-on de source diplomatique à Bujumbura. La mise au point émane de l'ambassadeur de Belgique au Burundi, Josef Smets, et fait suite à une récente visite à Bujumbura du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères belge, Steven Vanackere. Celui-ci avait indiqué que son pays allait tripler son aide au Burundi qui était jusque-là plafonnée à 60 millions d'euros.

La première tranche de 50 millions d'euros sera décaissée en fonction des résultats des élections générales prévues au cours de cette année 2010 et qui seront les deuxièmes du genre depuis la fin de la longue guerre civile qui a déchiré le pays, a précisé M. Smets au cours d'une conférence de presse à Bujumbura. Des observateurs de l'Union européenne (UE) seront au Burundi entre les mois de mai et septembre prochains pour suivre de près le processus électoral et certifier de la régularité des consultations populaires de la base au sommet, a encore dit le diplomate. L'efficacité de la lutte engagée contre la corruption constitue une autre condition à remplir par le Burundi pour mériter l'argent du contribuable belge, a ajouté Josef Smets. Concernant les appréhensions belges autour des consultations populaires de 2010, la tension ne cesse en effet de monter dans le pays à l'approche des élections et le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a passé la journée de jeudi dans le Nord du pays à éteindre le feu entre de jeunes militants du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD/FDD, au pouvoir) et des Forces nationales de libération (FNL, fraîchement sorties du maquis). Des violents affrontements physiques entre ces deux groupes venaient de faire plusieurs blessés graves sur fond de rivalités politiques. Les mêmes scènes de violences se sont répétées ces derniers jours dans certains quartiers populaires du Nord de Bujumbura, comme Kinama. Les inscriptions au rôle des électeurs seraient également entachées d'irrégularités aussi bien à Bujumbura qu'à l'intérieur du pays où des tricheurs n'hésiteraient pas à se faire enregistrer deux fois ou d'autres présenteraient des cartes nationales d'identité falsifiées.